Le 1er Forum Mondial du DÃ©veloppement Durable boudÃ© par les ONG

Dossier de
 Martine LE BEC
December 2003

Paris, novembre 2003 - Ni coopÃ©ration, ni conflit, la plupart des associations et ONG ont prÃ©fÃ©rÃ© ignorer le premier Forum Mondial du DÃ©veloppement Durable qui a rÃ©uni Ã Paris quelques centaines de personnes. H2o dÃ©cembre 2003.

Ni coopÃ©ration, ni conflit, la plupart des associations et ONG ont prÃ©fÃ©rÃ© ignorer le premier Forum Mondial du DÃ©veloppement Durable qui a rÃ©uni Ã Paris, du 27 au 29 novembre dernier, quelques centaines de personnes. OrganisÃ© par la revue Passages avec le soutien affichÃ© des autoritÃ©s franÃ§aises (le SÃ©nat, le ministÃ¨re de l'Ã‰cologie du DÃ©veloppement durable et le ministÃ¨re des Affaires Ã©trangÃ¨res), ainsi que des entreprises (Areva, EDF, GDF, Pierre Fabre, Saur, Suez, VÃ©olia Environnement, etc.), le Forum mondial du dÃ©veloppement durable (FMDD) avait choisi, pour sa premiÃ¨re Ã©dition, de mettre l'accent sur la double dimension conflictuelle et solidaire du dÃ©veloppement durable. Trois secteurs avaient Ã©tÃ© dÃ©finis : l'eau, l'Ã©nergie et la santÃ© avec, pour chacun d'eux, plusieurs ateliers et sessions parallÃ¨les. Participaient aux travaux les deux instituts nationaux de recherche, le CNRS, Centre national de la recherche scientifique, et l'IRD, Institut de recherche pour le dÃ©veloppement, ainsi que l'ADEME, Agence de l'environnement et de la maÃ®trise de l'Ã©nergie. Plusieurs "fenÃªtres" internationales Ã©taient prÃ©vues avec un "regard croisÃ© franco-algÃ©rien" la santÃ©, deux Ã©tudes d'accÃ¨s aux services essentiels dans les mÃ©tropoles (Ã Prague, en RÃ©publique TchÃ¨que, et Ã Tianjin, en Chine), des ateliers sur la MÃ©diterranÃ©e ou sur l'accÃ¨s aux services dans les pays pauvres.

DÃ©faut de forme ou faute d'intention ?

En dÃ©finitive, un programme bien bÃ¢ti, avec aussi une attention particuliÃ¨re portÃ©e au suivi du Forum. ProgrammÃ© sur une pÃ©riodicitÃ© annuelle, le Forum sera ainsi chaque annÃ©e accompagnÃ© d'un rapport d'Ã©valuation des actions et des politiques en faveur du dÃ©veloppement durable, et dont la publication est prÃ©vue pour avril. Les recommandations y figurant dÃ©couleront d'une grille d'analyse Ã©valuant le travail des acteurs (entreprises, collectivitÃ©s territoriales, institutions, Ã©tablissements de recherche, associations) au regard des thÃ¨mes prioritaires dÃ©gagÃ©s.

Bien prÃ©parÃ©s et bien conduits, les dÃ©bats se sont succÃ©dÃ©s sur les deux premiÃ¨res journÃ©es, permettant un Ã©tat d lieux approfondi des trois grandes thÃ©matiques dÃ©finies (l'eau, l'Ã©nergie et la santÃ©). Aussi peut-on se demander : oÃ¹ a Ã©tÃ© la dÃ©faillance ? Et lÃ la rÃ©ponse ne laisse aucun doute : dans le pilotage. FinancÃ© sur la base de "partenariats", le FMDD a fait la part belle aux entreprises du secteur privÃ©. Chaque atelier Ã©tait parrainÃ© par un groupe ou une institution que l'on retrouvait aussi Ã la tribune de chacune des sessions parallÃ¨les. Loin s'inscrire en faux avec les institutions et les associations, le FMDD estime que la prise en compte des exigences du dÃ©veloppement durable passe prioritairement par les entreprises. Comme l'explique Yves Le Bars, coordinateur du Forum, "mÃªme s'il est loin de se rÃ©sumer Ã cela, le dÃ©veloppement durable a besoin d'avancer dans la logique propre aux entreprises, en s'appuyant en prioritÃ© sur l'innovation technologique, le dÃ©matÃ©rialisation de l'Ã©conomie et la crÃ©ation d'emplois dans les pays du sud".

De lÃ , le sentiment des associations de n'Ãªtre conviÃ©es qu'Ã titre de faire valoir. "Si le dÃ©veloppement durable ne peut probablement pas se rÃ©aliser sans des spÃ©cialistes et des experts motivÃ©s, voire militants, les organisations prÃ©fÃ¨rent dÃ©cliner ces dÃ©bats, persuadÃ©es que le processus sera un Ã©chec si les citoyens ne sont pas intÃ©grÃ©s dÃ¨s l'origine", concluait le communiquÃ© conjoint de ATTAC, CAP21, Greenpeace et WWF. Championne dans l'organisation de confÃ©rences et colloques, la France peine Ã associer la sociÃ©tÃ© civile aux grands dÃ©bats contemporains. Les confÃ©ren de citoyens, les Citizen Utility Boards ou les projets d'initiative locale sont ici complÃ¨tement inconnus. Et le dÃ©bat sur le dÃ©veloppement durable n'est en ce sens que l'expression d'un "mal franÃ§ais" : celui de son incapacitÃ© Ã hisser la sociÃ©tÃ civile au rang de partenaire Ã part entiÃ¨re.

DÃ©veloppement durable, le "mal franÃ§ais"

Contrairement Ã d'autres pays, la France ne consulte pratiquement pas les acteurs de la sociÃ©tÃ© civile, rappelle Robert Lion, prÃ©sident d'Agrisud International, ancien directeur gÃ©nÃ©ral de la Caisse des dÃ©pÃ´ts. Sur le registre du verbe, depui les fortes interventions de Jacques Chirac Ã Johannesburg en 2002, la France n'est pas en reste. Nous affichons deux ministres du DÃ©veloppement durable, un Conseil national, une "stratÃ©gie nationale" proclamÃ©e par le Premier ministre... Mais peu de choses changent en profondeur. "Le mal est du cÃ´tÃ© de l'Ã‰tat. Tel l'albatros du poÃ¨te, il ne trouve ni la dÃ©marche appropriÃ©e ni la posture qui conviendrait sur un terrain aussi vaste, et surtout sur un dossier qui appelle radicalement la mobilisation et la mise en responsabilitÃ© des acteurs non Ã©tatiques. Avec ceux-ci, il sait mal dialoguer. Il les infantilise plus souvent qu'il ne les reconnaÃ®t." .

Entreprises et dÃ©veloppement durable

La prise en compte des exigences du dÃ©veloppement durable par les entreprises est un des enjeux clÃ© ; aussi, mÃªme s'il ne peut se rÃ©sumer Ã cela, le dÃ©veloppement durable a besoin d'avancer dans la logique propre des entreprises. Notre entretien avec Yves Le Bars, coordinateur du Forum.

IngÃ©nieur gÃ©nÃ©ral du GÃ©nie rural des eaux et des forÃªts

PrÃ©sident de l'Agence nationale pour la gestion des dÃ©chets radioactifs - ANDRAancien directeur gÃ©nÃ©ral du BRGM - Bureau de recherches gÃ©ologiques et miniÃ¨res

et du Cemagref - Institut de recherche pour l'ingÃ©nierie de l'agriculture et de l'environnement

Membre de l'AcadÃ©mie de l'Eau

propos recueillis par Martine LE BEC

Quelle est l'ambition du FMDD ?

L'ambition du Forum est clairement politique. Il ne s'agit pas de fabriquer de nouvelles statistiques ou d'approfondir tel ou tel mode de gestion mais bien de construire la dimension politique du dÃ©veloppement durable. Il s'agit de permettre aux chercheurs, aux entreprises, aux pouvoirs publics et aux associations de mettre en dÃ©bat la finalitÃ© de leur action. Plus loin, il s'agit aussi d'imaginer comment le jeu des acteurs et la coopÃ©ration peuvent rÃ©pondre Ã la prÃ©occupation de l'environnement. Le Forum est comme un passage qui doit permettre de construire une politique Ã partir de regards croisÃ©s. Aucune des deux approches, de Davos et de Porto Alegre, n'est Ã elle seule suffisante. Qu'ils soient du nord ou du sud, les dirigeants politiques, Ã©conomiques ou sociaux doivent pouvoir se rencontrer, donner la mesure de leur engagement et exprimer les limites qu'ils voient Ã leurs actions : limites liÃ©es Ã leur lÃ©gitimitÃ© propre, Ã l'insuffisance des moyens ou encore Ã l'absence de concertation... Il s'agit de voir comment peut-on vivre ensemble et concrÃ¨tement le dÃ©veloppement durable.

Vous Ã©voquez la nÃ©cessitÃ© de regards croisÃ©s. Pour cette premiÃ¨re Ã©dition, le Forum n'a cependant pas rÃ©ussi Ã mobiliser les ONG. Comment analysez-vous cet Ã©chec ?

J'ai beaucoup regrettÃ© que certaines associations qui avaient acceptÃ© de participer au Forum aient "dÃ©crochÃ©" au dernier moment (NDLR : Greenpeace et WWF en l'occurrence), et d'ailleurs je n'ai toujours pas compris pourquoi elles ont renoncÃ©. A l'avenir, nous allons bien sÃ»r essayer d'associer davantage les ONG en amont. C'est aussi la premiÃ¨re Ã©dition, dÃ¨s lors que le profil du Forum sera mieux affirmÃ©, les choses seront sans doute plus aisÃ©es. Il y a certainement un dÃ©sÃ©quilibre entre la sphÃ¨re Ã©conomique - les entreprises et les institutions financiÃ¨res, d'une part, et la sphÃ¨re civile - les syndicats et les ONG, d'autre part ; ce dÃ©sÃ©quilibre, cette "asymÃ©trie" des pouvoirs est aussi Ã tout moment menaÃ§ante. Mais ce n'est pas une raison pour refuser le dÃ©bat, au contraire. On doit encourager les entreprises Ã travailler sur le long terme et se responsabiliser. Cela suppose un effort de comprÃ©hension mutuel de la part des entreprises et des associations. Le dÃ©veloppement durable est d'ailleurs Ã ce niveau un excellent terrain d'exercice, qui doit permettre de regrouper, au-delÃ des diversitÃ©s, l'Ã©conomique, le social et l'environnement, les gens d'aujourd'hui et les gÃ©nÃ©rations futures. Qui plus est, la prise en compte des exigences du dÃ©veloppement durable par les entreprises est un des enjeux clÃ© du dÃ©bat. Le dÃ©veloppement durable, mÃªme s'il est loin de se rÃ©sumer Ã cela, a besoin d'avancer dans la logique propre des entreprises, en s'appuyant en particulier sur l'innovation technologique, la dÃ©matÃ©rialisation de l'Ã©conomie et la crÃ©ation d'emplois dans les pays du sud. Ce n'est pas parce que l'on ne voit pas encore clairement ni le but ni le chemin, ni parce que bien des ambiguÃ¯tÃ©s subsistent, qu'il ne faut pas avancer.

Le FMDD sera annuel alors que la majoritÃ© des rencontres de ce type s'inscrit sur un calendrier triennal. Qu'est-ce qui a motivÃ© ce choix ?

Le Forum est effectivement prÃ©vu pour se tenir tous les ans, Ã la veille du troisiÃ¨me week-end de novembre. Les sujets Ã traiter ne manquent pas. Nous avons envie d'aborder assez rapidement des thÃ¨mes comme la dÃ©mographie et l'immigration, le financement des investissements ou encore la gouvernance. Le Forum sera aussi chaque annÃ©e accompagnÃ© de la publication d'un rapport Ã©valuant les actions et les politiques en faveur du dÃ©veloppement durable. Les recommandations y figurant dÃ©couleront d'une grille d'analyse Ã©valuant le travail des acteurs au regard des thÃ¨mes prioritaires dÃ©gagÃ©s par le Forum. .

Â

ResSourcesCompÃ©titivitÃ© Ã©conomique et dÃ©veloppement durable : rÃ©concilier l'inconciliable ?, Thanh NGHIEM, membre de la direction gÃ©nÃ©rale du WWF - H2o dÃ©cembre 2003